

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/Q1/CHN/13

20 octobre 2003

(03-5534)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS¹ au sujet de la notification
de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE²

La Mission permanente de la République populaire de Chine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 octobre 2003.

Question n° 1

Selon l'article 5 des règles notifiées, la "menace de dommage grave" s'entend de "l'imminence évidente d'un dommage grave qui se matérialisera si aucune mesure n'est prise". Veuillez indiquer en quoi cette définition est conforme à la définition donnée à l'article 4:1 b) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, qui ne fait pas référence à l'adoption de mesures.

Réponse

Le terme "mesure" figurant à l'article 5 des Règles relatives aux enquêtes en matière de sauvegardes et à la détermination de l'existence d'un dommage causé à une branche de production (ci-après dénommées les Règles) désigne les mesures définies dans la Réglementation de la République populaire de Chine relative aux sauvegardes; cette disposition fait seulement référence au caractère évident et imminent du dommage grave et est conforme à l'Accord sur les sauvegardes (ci-après dénommé l'Accord).

Question n° 2

L'article 6 dispose que la "détermination de l'existence d'une menace grave se fondera sur des faits" puis mentionne des facteurs relatifs à la capacité de production, aux stocks, à la capacité d'exportation et à la "possibilité" que l'accroissement des exportations vers la Chine se poursuive. En quoi cela est-il conforme à la prescription de l'article 2:1 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes selon laquelle le dommage grave ou la menace de dommage grave doit être causé à la branche de production nationale? Par exemple, une augmentation de la capacité étrangère permettrait-elle, à elle seule, de déterminer que la branche de production nationale est menacée de dommage grave, ou l'autorité chargée de l'enquête (la Commission d'État pour l'économie et le commerce ("SETC")) serait-elle tenue de constater que les facteurs relatifs à la

¹ G/SG/Q1/CHN/9.

² G/SG/N/1/CHN/2/Suppl.2 (15 avril 2003).

situation de la branche de production nationale ont montré que la branche de production est menacée de dommage grave? Que signifie la "possibilité" d'une poursuite de l'accroissement des exportations et comment la distinction est-elle faite entre ce terme et "[les] allégations, [les] conjectures ou [les] lointaines possibilités" visées à l'article 4:1 b) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes?

Réponse

1. Les dispositions des Règles sont compatibles avec celles de l'Accord. Les facteurs énumérés à l'article 6 des Règles, qui servent à évaluer l'incidence des importations sur la branche de production nationale, précisent ces dispositions et sont conformes à l'Accord. L'augmentation de la capacité de production étrangère est l'un des facteurs dont il faut tenir compte pour déterminer s'il existe une menace de dommage grave.

2. L'article 4:2 a) de l'Accord stipule clairement que l'autorité chargée de l'enquête doit évaluer tous les facteurs pertinents et quantifiables qui influent sur la situation de la branche de production. L'article 7 des Règles stipule clairement que l'autorité chinoise chargée de l'enquête doit examiner tous les indices, y compris tous les autres facteurs.

3. Le terme "possibilité" figurant à l'article 6 des Règles désigne la tendance à la poursuite de l'accroissement des exportations basée sur la productivité étrangère, les stocks, la capacité d'exportation et les exportations effectives vers la Chine, ce qui est conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC.

Question n° 3

L'article 8 énumère certains facteurs relatifs au lien de causalité que la SETC doit prendre en considération. Ces facteurs seraient-ils tous des "facteurs autres qu'un accroissement des importations" au sens de l'article 4:2 b) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes? Comment la SETC traiterai-elle la prescription de l'article 4:2 b) selon laquelle un dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations "ne sera pas imputé à un accroissement des importations"?

Réponse

1. Les facteurs énumérés à l'article 8 des Règles font partie des "facteurs autres qu'un accroissement des importations" au sens de l'article 4:2 b) de l'Accord.

2. L'autorité chinoise chargée de l'enquête analysera tous les facteurs énumérés à l'article 8 des Règles et n'imputera pas le dommage causé à la branche de production nationale à un accroissement des importations s'il est dû aux facteurs énumérés à l'article 8. Les dispositions dudit article sont compatibles avec les prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord, qui dispose que, "[l]orsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale [...], ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations". L'autorité chinoise chargée de l'enquête observera strictement ces prescriptions au cours de chaque enquête, comme elle l'a fait dans le cas des mesures de sauvegarde concernant les produits en fer et en acier.

Question n° 4

L'article 9 définit les expressions "produit similaire" et "produit directement concurrent". La Chine semble utiliser la même définition pour "produit similaire" que celle qui figure, par exemple, dans la note de bas de page 46 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, dans laquelle la notion de "produit directement

concurrent" n'est pas traitée. Sur quelle base la Chine utilise-t-elle cette définition dans ses règles relatives aux enquêtes en matière de sauvegardes? Comment la Chine ferait-elle la distinction entre les produits nationaux "ressemblant étroitement" au produit importé (mais qui ne sont pas identiques) et les produits nationaux qui sont "directement concurrents" du produit importé? La Chine interpréterait-elle l'article 9 de telle sorte que les produits nationaux et les produits importés dont on constate qu'ils sont "similaires" ne pourraient pas aussi être considérés comme "directement concurrents" par leur utilisation similaire et leur substituabilité?

Réponse

1. Les Règles et l'Accord concordent pour ce qui est de la définition d'un "produit directement concurrent".
2. Conformément à l'article 9 des Règles, l'utilisation et la substituabilité devraient être prises en considération dans l'enquête concernant les produits similaires.

Question n° 5

La première phrase de l'article 11 dispose que "pour déterminer l'existence d'un dommage causé à une branche de production, la SETC pourra exclure les produits faisant l'objet d'une enquête, ou une partie de ces produits qui n'a pas causé de dommage à la branche de production nationale". Le sens de cette disposition, qui ne met apparemment en œuvre aucune des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, n'est pas clair. La Chine pourrait-elle fournir un exemple de situation concrète dans laquelle la SETC appliquerait cette disposition? Comment la SETC peut-elle déterminer qu'une partie des produits faisant l'objet d'une enquête n'a pas causé de dommage avant d'avoir conclu son enquête sur l'existence d'un dommage?

Réponse

1. L'exemple donné est le suivant: conformément à l'article 11 des Règles, l'autorité chinoise chargée de l'enquête a fait preuve d'objectivité et a établi une détermination finale concluant à l'absence de dommage pour la plupart des produits ayant fait l'objet de l'enquête concernant les produits en fer et en acier, en 2002. Les produits visés dans cette affaire sont un exemple des produits ou d'une partie des produits pouvant être exclus au titre de l'article 11 des Règles.
2. L'autorité chinoise chargée de l'enquête conclut qu'"une partie des produits faisant l'objet d'une enquête n'a pas causé de dommage" pour déterminer l'existence d'un dommage causé à une branche de production, après avoir procédé à une enquête minutieuse et approfondie, et non avant, ce qui est exactement ce que prévoit l'article 11 des Règles.

Question n° 6

L'article 12 dispose que, lorsque la SETC procédera à des enquêtes et établira des déterminations, elle "tiendra compte" de l'"intérêt public" et pourra examiner l'incidence potentielle des mesures de sauvegarde sur l'intérêt public. Comment la SETC procéderait-elle, et à quel stade du processus? Les parties intéressées seront-elles autorisées à présenter des éléments de preuve à cet égard?

Réponse

L'autorité chinoise chargée de l'enquête autorise les parties intéressées à présenter des éléments de preuve et des observations. Elle écoute les exposés de toutes les parties concernées, y

compris les clients nationaux en aval, et elle évalue l'incidence potentielle des mesures de sauvegarde sur les parties concernées, dont il sera tenu compte dans la détermination fondée sur les faits.

Question n° 7

L'article 13 dispose que la période visée par une enquête correspond "normalement aux trois années précédant immédiatement l'ouverture de l'enquête". Cela signifie-t-il trois années calendaires? Pourquoi trois années et pas cinq années? "Normalement" signifie-t-il que la Chine envisagerait parfois d'examiner des périodes plus longues ou des périodes plus courtes? Dans quelles circonstances? La Chine recueillerait-elle également des données portant sur les périodes intermédiaires pour la période la plus récente? Que ferait la Chine en cas de retard dans la disponibilité de données pour la période "précédant immédiatement" l'ouverture de l'enquête?

Réponse

Les "trois années" mentionnées dans les Règles signifient que la période devrait être d'au moins trois années, qui sont normalement des années calendaires. Jusqu'à présent, il y a eu en Chine une seule affaire de sauvegarde, dans laquelle la période visée par l'enquête était de cinq ans. L'autorité chargée de l'enquête doit s'efforcer de recueillir des données portant sur la période la plus récente. Il n'y a eu aucun cas où les données auraient été obtenues avec du retard ou n'auraient pas pu être obtenues.

Question n° 8

L'article 14, relatif au contenu des demandes, donne aux requérants le choix de fournir des données portant sur trois à cinq ans à l'appui de leur demande. Pourquoi la Chine donne-t-elle le choix aux requérants? Cela n'inciterait-il pas les requérants à choisir les périodes les plus favorables à une détermination positive? À la lumière de l'article 13, la SETC serait-elle dans l'obligation de fixer la période visée par l'enquête sur la base du nombre d'années couvertes par les données fournies par le requérant? Veuillez indiquer comment une détermination basée sur une période visée par l'enquête choisie par le requérant constituerait une détermination sur la base d'éléments de preuve "objectifs" au sens de l'article 4:2 a) et b) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

Réponse

En demandant aux requérants de fournir des données portant sur trois à cinq ans, l'autorité chargée de l'enquête évite à la fois d'analyser des données insuffisantes portant sur une période de moins de trois ans pour déterminer l'existence d'un dommage, et d'imposer aux requérants la charge supplémentaire de fournir des données portant sur plus de cinq ans. Conformément aux Règles, les requérants doivent fournir des données portant, au moins, sur les trois dernières années, et, au plus, sur cinq ans. La décision finale concernant la période visée par l'enquête est prise par l'autorité chargée de l'enquête.

Question n° 9

Veuillez préciser quelles entités peuvent être considérées comme parties intéressées conformément à l'article 17 4) des Règles, qui dispose que le statut de partie intéressée peut être accordé à "d'autres".

Réponse

Les parties intéressées comprennent toutes les parties liées directement ou indirectement, comme les clients et leurs organisations professionnelles ou les fournisseurs de matières premières et leurs organisations professionnelles.

Question n° 10

L'article 18 expose les modalités de participation d'une partie intéressée et semble limiter la participation des avocats aux cabinets juridiques et avocats chinois. Veuillez indiquer qui exactement peut participer, par exemple au nom d'un producteur ou d'un exportateur étranger. Le terme "représentants légaux" se réfère-t-il aux avocats ou à toute personne autorisée à agir au nom de la partie intéressée? Pourquoi les avocats étrangers sont-ils exclus?

Réponse

1. L'expression "représentants légaux" désigne les représentants légaux des entreprises et non les avocats.
2. Conformément à la législation chinoise, les avocats qui peuvent participer doivent être des avocats chinois.

Question n° 11

Au cas où la SETC engagerait des experts dans une enquête en matière de sauvegardes, conformément à l'article 20, comment la Chine ferait-elle en sorte que ces experts préservent la confidentialité des données examinées?

Réponse

Conformément à la législation chinoise, les experts sont tenus de préserver la confidentialité. Chaque profession, comme les comptables et les avocats, a ses propres règles. L'obligation de préserver la confidentialité est aussi clairement énoncée dans les Règles. Ceux qui enfreignent cette obligation sont sanctionnés en vertu de la loi pertinente.

Question n° 12

Il apparaît que les articles 32 à 34 limitent l'accès aux renseignements non confidentiels et la possibilité de copier ces renseignements aux parties intéressées, y compris, apparemment, pour la détermination finale. Veuillez indiquer en quoi ces procédures sont compatibles avec les prescriptions des articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, qui fait référence à la publication d'un avis, à des auditions publiques et à la publication de rapports (sauf dans le cas de renseignements confidentiels).

Réponse

Les Règles sont compatibles avec les principes de l'Accord et elles spécifient certaines procédures.

Question n° 13

Quel est le "certificat pertinent" requis à l'article 33? Comment les parties intéressées obtiennent-elles ce certificat?

Réponse

L'expression "certificat pertinent" fait référence au contenu de l'article 18 des Règles et aux documents nécessaires à l'enregistrement.

Question n° 14

Quelles sont les formalités requises visées à l'article 33? Où les parties intéressées peuvent-elles obtenir des renseignements sur ces formalités?

Réponse

Les modalités d'accès aux renseignements non confidentiels sont déjà établies et le contenu des renseignements accessibles est en cours d'amélioration à la suite de la réforme de l'organisation du gouvernement chinois.

Question n° 15

Les articles 36 et 37 prévoient des "constatations préliminaires" et une "détermination préliminaire". Quel est le but d'une décision préliminaire et la SETC doit-elle faire cette détermination dans tous les cas? En l'absence d'enquête complète, quels éléments de preuve seront pris en considération pour faire une détermination préliminaire? À quel moment la détermination sera-t-elle faite? Les critères sont-ils les mêmes pour les déterminations "préliminaire" et "finale"? Quel est l'effet d'une détermination préliminaire positive ou négative? Une mesure provisoire peut-elle être imposée suite à une détermination préliminaire positive? Une détermination préliminaire négative entraînerait-elle l'arrêt de l'enquête?

Réponse

1. Une "détermination préliminaire" a pour but d'informer rapidement les parties intéressées des décisions préliminaires prises par les autorités chargées de l'enquête afin d'éviter tout nouveau dommage.
2. L'établissement d'une détermination préliminaire fait partie de l'ensemble de la procédure.
3. L'autorité chinoise chargée de l'enquête fondera sa détermination préliminaire sur les éléments de preuve et les données obtenus au cours de l'enquête préliminaire et sa détermination finale sur les éléments de preuve et les données obtenus au cours d'une enquête complète.
4. Il n'existe à ce jour dans les Règles aucune prescription particulière concernant le délai imparti pour établir une détermination préliminaire.
5. Si une détermination préliminaire positive est établie, l'enquête est poursuivie et des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être adoptées; en cas de détermination préliminaire négative, l'autorité chinoise chargée de l'enquête met fin à l'enquête.

Question n° 16

L'article 39 dispose que la SETC établira une "détermination" à l'occasion d'un réexamen de milieu de période (qui sera effectué si la mesure de sauvegarde dépasse trois ans). Veuillez décrire la nature de la détermination qui serait faite et les procédures de réexamen.

Réponse

Le réexamen intérimaire sert à évaluer l'incidence et l'efficacité des mesures de sauvegarde et l'ajustement de la branche de production nationale, afin de déterminer si les mesures de sauvegarde doivent être maintenues, assouplies ou supprimées. La procédure obéit aux règles relatives aux enquêtes en matière de sauvegardes.

Question n° 17

Lorsque les parties fournissent les renseignements demandés en chinois, comme il est prévu à l'article 43, le document doit-il toujours être traduit dans son intégralité ou, lorsque les documents sont longs, les parties peuvent-elles fournir seulement la traduction des passages pertinents?

Réponse

Tous les documents, matériels ou renseignements fournis par les parties intéressées doivent être présentés en chinois standard. Les documents rédigés dans une autre langue doivent être présentés dans la version originale, accompagnée d'une traduction en chinois; dans ce cas-là, le texte en chinois fera foi.

Question n° 18

La loi sur les sauvegardes de la Chine prévoit-elle des mesures de sauvegarde provisoires au cas où l'existence de circonstances critiques est constatée? Dans l'affirmative, la Chine a-t-elle établi des règles prévoyant l'application de telles mesures et quelles sont ces règles?

Réponse

Il n'y a, actuellement en Chine, aucune autre loi sur les mesures de sauvegarde, hormis la Réglementation de la République populaire de Chine relative aux sauvegardes.
